



reuters.fr

Valls dénonce une manoeuvre de déstabilisation de la droite | À la Une | Reuters

PARIS (Reuters) - Manuel Valls a accusé lundi une partie de la droite, gagnée selon lui par "une trumpisation des esprits", d'alimenter la polémique sur la sécurité à Nice lors de l'attentat du 14 juillet aux seules fins de déstabiliser le gouvernement.

Invité de BFM TV et RMC, le Premier ministre a défendu en Bernard Cazeneuve "un homme intègre, un homme d'Etat, un ministre de l'Intérieur formidable".

Ce dernier a annoncé dimanche soir sur France 2 porter plainte en diffamation contre une policière municipale de Nice qui affirme avoir subi des pressions de la part de ses services pour modifier un rapport relatif aux forces de sécurité en présence le soir de l'attentat qui a fait 84 morts.

François Hollande, qui a déjà assuré Bernard Cazeneuve de toute sa confiance, a déclaré lundi qu'il ne pouvait "y avoir de polémique ou d'affrontement" à ce sujet. "La vérité, la transparence sont essentielles dans une démocratie et c'est la justice qui doit l'établir et personne d'autre", a dit le chef de l'Etat lors d'un discours devant des militaires de l'opération Sentinelle à Vincennes (Val-de-Marne).

"Nous sommes à côté de la plaque à cause de cette polémique qui vise à déstabiliser le gouvernement, à mettre en cause un homme intègre, Bernard Cazeneuve, à mettre en cause, et c'est pire encore d'une certaine manière, la justice de notre pays", a réagi avec virulence le Premier ministre.

"Que cherche cette partie de la droite et notamment M. (Christian) Estrosi ou M. (Eric) Ciotti ?", s'est-il interrogé en visant le président (les Républicains) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, également premier adjoint au maire de Nice, et le député LR des Alpes-Maritimes.

"A mettre en cause pas seulement le gouvernement, (...) le préfet, le travail des policiers, le travail du procureur, ceux qui incarnent et représentent l'Etat, on met en cause l'Etat de droit et on s'attaque à la République elle-même".

"AFFOLEMENT" AU SOMMET DE L'ETAT

Manuel Valls a dressé un parallèle entre les accusations d'une partie de la droite française et la campagne du candidat conservateur à la présidentielle Donald Trump aux Etats-Unis.

"C'est exactement la même méthode : la violence politique, l'outrance, la mise en cause de la démocratie, les accusations lancées à l'emporte-pièce, la calomnie", a-t-il expliqué, dénonçant

"une trumpisation des esprits".

Christian Estrosi, qui se défend d'instrumentaliser les faits, a dénoncé un "affolement" au sommet de l'Etat qui, selon lui, fait "obstruction à l'éclatement de la vérité" et accusé implicitement Bernard Cazeneuve de mensonge.

"En écoutant M. Cazeneuve, j'ai eu l'impression d'entendre M. (Charles) Hernu parler du Rainbow Warrior, d'entendre (Jean-Pierre) Chevènement qui soutenait le préfet (Bernard) Bonnet lors de la destruction des paillotes en Corse", a-t-il expliqué, sur Europe 1, en référence à deux affaires retentissantes qui ont entraîné la démission du ministre de la Défense en 1985 dans la première, la révocation et la condamnation du préfet dans la seconde.

"Cela s'est terminé à chaque fois à l'avantage de la République parce que face aux menteurs, c'est toujours la République qui gagne", a lancé Christian Estrosi.

URVOAS MET EN GARDE ESTROSI

Le ministre de la Justice, Jean-Jacques Urvoas, a suggéré un lien entre la policière municipale, qui s'est exprimée pour la première fois publiquement dans Le Journal du Dimanche, et Christian Estrosi en évoquant le témoignage de "la policière employée de M. Estrosi".

"Comme c'est une fonctionnaire, elle connaît le Code pénal, et dans le Code, il y a un article qui est l'article 40 qui dit que quand tout fonctionnaire est confronté à la manifestation d'un délit (...) ce n'est pas au JDD qu'elle doit en parler, mais au procureur de la République", a-t-il dit, sur RTL.

"Je ne voudrais pas que la ville de Nice (...) devienne un îlot de divorce avec le droit", a-t-il poursuivi à propos du refus de Christian Estrosi de satisfaire à la réquisition judiciaire des images de vidéosurveillance de la ville de Nice, soulignant que ce refus était une "infraction". L'Inspection générale de la police judiciaire (IGPN), saisie le 21 juillet par Bernard Cazeneuve pour une évaluation technique du dispositif de sécurité le soir de l'attentat à Nice, doit rendre ses conclusions cette semaine.

Le président (LR) du Sénat, Gérard Larcher, a fait valoir sur Europe 1 "une exigence de vérité dans un pays fragile".

(Sophie Louet, avec Marine Pennetier, édité par Yves Clarisse)

© Thomson Reuters 2016 Tous droits réservés.